



# Assemblée générale

Distr. générale  
12 octobre 2020  
Français  
Original : anglais

## Conseil des droits de l'homme

### Quarante-cinquième session

14 septembre-7 octobre 2020

Point 3 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement**

## Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme le 6 octobre 2020

### 45/18. Sécurité des journalistes

*Le Conseil des droits de l'homme,*

*Guidé par les buts et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,*

*Réaffirmant* la Déclaration universelle des droits de l'homme et rappelant les instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme, notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, ainsi que les Conventions de Genève du 12 août 1949 et les Protocoles additionnels du 8 juin 1977 s'y rapportant,

*Rappelant* toutes les résolutions adoptées par l'Assemblée générale et par lui-même sur la sécurité des journalistes, en particulier la résolution 74/157 de l'Assemblée du 18 décembre 2019 et sa propre résolution 39/6 du 5 octobre 2018, ainsi que sa résolution 44/12 du 16 juillet 2020 sur la liberté d'opinion et d'expression et les résolutions du Conseil de sécurité 1738 (2006) du 23 décembre 2006 et 2222 (2015) du 27 mai 2015 sur la protection des civils en période de conflit armé,

*Rappelant également* le Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité, et le rôle important que joue le réseau de coordonnateurs mis en place dans l'ensemble du système des Nations Unies dans le renforcement de la sécurité des journalistes et des professionnels des médias,

*Saluant* le travail important accompli par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture en faveur de la sécurité des journalistes, notamment le rôle que joue l'organisation en ce qui concerne le suivi de la situation dans ce domaine, la sensibilisation et le renforcement des capacités,

*Saluant aussi* les initiatives prises par les États, les médias et la société civile en ce qui concerne la sécurité des journalistes, et prenant note à ce sujet de la création de la Coalition pour la liberté des médias, des Principes de sécurité des journalistes indépendants et de la Déclaration internationale sur la protection des journalistes, qui a été présentée au Congrès mondial de l'Institut international de la presse, tenu en mars 2016 à Doha,

*Ayant à l'esprit* que le droit à la liberté d'opinion et d'expression est un droit de l'homme garanti à tous, conformément à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits



de l'homme et à l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et qu'il constitue l'un des fondements essentiels d'une société démocratique et l'une des conditions déterminantes de son progrès et de son développement,

*Rappelant* que l'exercice du droit à la liberté d'expression comporte des responsabilités et des devoirs particuliers, conformément au paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

*Conscient* de l'importance de la liberté d'expression et de l'existence de médias libres, indépendants, pluralistes et diversifiés, en ligne comme hors ligne, aux fins de l'édification de sociétés inclusives et de démocraties et de leur fonctionnement, de l'information des citoyens, de la primauté du droit et la participation aux affaires publiques et des efforts visant à amener les institutions publiques et les agents de l'État à rendre compte de leurs actes, y compris la dénonciation de la corruption,

*Soulignant* que le droit à la liberté d'opinion et d'expression, conformément à l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, comprend le droit de rechercher, de recevoir et de répandre les informations détenues par les autorités publiques, sous la seule réserve des restrictions qui sont pleinement conformes au droit international, et soulignant l'importance de la liberté d'accès à l'information pour le travail des journalistes et des professionnels des médias, qui jouent eux-mêmes un rôle essentiel dans l'exercice de ce droit,

*Soulignant également* que toute mesure ou restriction introduite dans le cadre des mesures d'urgence doit être nécessaire, proportionnée au risque apprécié et appliquée de manière non discriminatoire, avoir un objectif et une durée précis et être conforme aux obligations faites à l'État par le droit international des droits de l'homme applicable, et que le droit de rechercher, de recevoir et de répandre des informations exige que la liberté de la presse et la sécurité des journalistes soient protégées pendant un état d'urgence, y compris dans le cadre de manifestations,

*Soulignant en outre* que les journalistes et les professionnels des médias remplissent une fonction cruciale en temps de crise et que les États doivent prendre des mesures énergiques pour que les individus et les communautés soient pleinement informés de toute menace qui pourrait peser sur leur vie et leur santé afin de pouvoir faire des choix personnels et prendre des décisions appropriées,

*Conscient* qu'il importe que le public ait confiance dans le journalisme et que celui-ci soit crédible, et mesurant en particulier la difficulté de préserver le professionnalisme des médias dans un contexte où les nouvelles formes de médias sont en constante évolution et où la désinformation ciblée et les campagnes de dénigrement visant à discréditer le travail des journalistes sont en augmentation,

*Conscient également* que le journalisme d'investigation est important et que la capacité des médias d'enquêter et de publier les résultats de leurs enquêtes, notamment sur Internet, sans crainte de représailles, joue un rôle social important, notamment en ce qu'elle contribue à rendre les institutions publiques et les agents de l'État comptables de leurs actes ou à repérer les cas de corruption et à mettre en lumière les violations des droits de l'homme commises par les entreprises,

*Soulignant* l'importance des principes professionnels et codes déontologiques élaborés et observés par les médias à titre volontaire,

*Alarmé* par les cas dans lesquels des responsables politiques, des agents de l'État ou des autorités dénigrent, intimident ou menacent des médias, y compris des journalistes, ce qui accroît le risque de menaces et de violences contre des journalistes et sape la confiance du public à l'égard du journalisme et la crédibilité de celui-ci,

*Alarmé également* par les actes d'intimidation et de représailles dont sont victimes des journalistes et des professionnels des médias étrangers pour des motifs injustifiés, en particulier de la part de dirigeants politiques, d'agents de l'État ou d'autorités publiques, notamment le refus arbitraire et injustifié de leur accorder une accréditation ou un visa en relation avec leur travail journalistique,

*Conscient* du rôle crucial que jouent les journalistes et les professionnels des médias lors des élections, notamment pour ce qui est d'informer le public sur les candidats, sur leurs programmes et sur les débats qui ont lieu, et exprimant sa grave préoccupation face à l'augmentation des attaques visant des journalistes et des professionnels des médias en période électorale,

*Profondément préoccupé* par le fait que, de par leur travail, les journalistes et les professionnels des médias sont souvent particulièrement exposés au risque d'être victimes de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ceux-ci, notamment de meurtre, de torture, de disparition forcée, d'arrestation et de détention arbitraires, d'expulsion arbitraire, de violence physique et sexuelle, ainsi que de toutes sortes d'actes d'intimidation, de menaces et de harcèlement, qui peuvent également viser les membres de leur famille ou prendre la forme de descentes et de perquisitions arbitraires à leur domicile, ce qui, souvent, les dissuade de continuer d'exercer leur métier ou les incite à l'autocensure et prive ainsi la société d'informations importantes,

*Tout aussi préoccupé* par les cas de ciblage extraterritorial de journalistes et de professionnels des médias, notamment de harcèlement, de surveillance et de privation arbitraire de la vie,

*Profondément préoccupé* par toutes les tentatives visant à réduire au silence les journalistes et les professionnels des médias, notamment l'adoption de lois pouvant être utilisées pour réprimer pénalement le journalisme, l'utilisation abusive, aux fins de la répression de l'exercice légitime de la liberté d'expression, de lois trop larges ou trop vagues, y compris des lois sur la diffamation et l'injure, des lois sur l'information mensongère et la désinformation ou des lois sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme qui ne sont pas conformes aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, et l'engagement par des entités commerciales et des individus de poursuites stratégiques contre la mobilisation publique visant à faire pression sur les journalistes et à les empêcher d'écrire des articles critiques ou de faire des enquêtes,

*Profondément préoccupé également* par les répercussions importantes de la crise liée à la maladie à coronavirus (COVID-19) sur le travail, la santé et la sécurité des journalistes et des professionnels des médias, et, à cet égard, préoccupé par les conséquences des incidences économiques de la pandémie, qui accroissent la vulnérabilité des journalistes, compromettent la pérennité, l'indépendance et le pluralisme des médias et aggravent les risques de propagation d'informations mensongères et de désinformation en limitant l'accès à un large éventail d'informations fiables et d'opinions,

*Alarmé* par les menaces, les arrestations et les disparitions involontaires dont sont victimes des journalistes et des professionnels des médias, par la censure à laquelle ils sont soumis ainsi que par les restrictions disproportionnées et indues qui leur sont imposées en matière d'accès à l'information, de liberté de circulation ou d'accréditation pour des motifs liés à leur travail sur la pandémie,

*Profondément alarmé* par les risques particuliers auxquels sont exposées les femmes journalistes dans le contexte de leur travail, et soulignant à ce sujet qu'il importe de suivre une approche qui tienne compte des questions de genre lors de l'examen des mesures à prendre pour assurer la sécurité des journalistes, y compris en ligne, et en particulier pour lutter efficacement contre la discrimination fondée sur le genre, la violence sexuelle et fondée sur le genre, les menaces, y compris les menaces de viol, l'intimidation, le harcèlement et les attaques en ligne fondées sur le genre, notamment le chantage au moyen de contenus à caractère privé, les inégalités et les stéréotypes de genre, pour permettre aux femmes de devenir et de rester journalistes, dans des conditions d'égalité et de non-discrimination, tout en leur garantissant la plus grande sécurité possible, et pour veiller à ce que l'expérience et les préoccupations des femmes journalistes soient effectivement prises en considération,

*Ayant à l'esprit* que les journalistes peuvent être exposés à des risques particuliers dans le cadre de leur travail en raison de diverses formes de discrimination fondées, entre autres, sur le sexe, la race, la religion, l'origine ethnique, l'appartenance à une minorité, le handicap ou l'affiliation politique,

*Saluant* les travaux de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences, et prenant note avec satisfaction de son rapport sur le combat contre la violence à l'égard des femmes journalistes<sup>1</sup>,

*Se déclarant vivement préoccupé* par les attaques et violences commises contre des journalistes et des professionnels des médias dans des situations de conflit armé et par les risques particuliers que courent les femmes journalistes dans le cadre de leur travail dans les situations de conflit armé, et rappelant à cet égard que les journalistes et les professionnels des médias qui accomplissent des missions professionnelles périlleuses dans des zones de conflit armé sont des civils au regard du droit international humanitaire et qu'ils doivent être protégés en tant que tels, pour autant qu'ils n'entreprennent aucune action qui porte atteinte à leur statut de personnes civiles,

*Se déclarant profondément préoccupé* par la menace croissante que représentent pour la sécurité des journalistes des acteurs non étatiques, notamment des groupes terroristes et des organisations criminelles,

*Soulignant* les risques particuliers qui pèsent sur la sécurité des journalistes à l'ère du numérique, notamment le risque d'être la cible d'une surveillance illégale ou arbitraire ou de voir leurs communications interceptées, et de faire l'objet de piratages, y compris de piratages commandités par des gouvernements, et d'attaques par déni de service dont le but est de contraindre des médias à fermer leur site Web ou à mettre un terme à leur services, en violation du droit des journalistes au respect de leur vie privée et à la liberté d'expression,

*Soulignant également* qu'à l'ère du numérique, il est devenu indispensable pour nombre de journalistes de disposer d'outils de chiffrement et de protection de l'anonymat pour pouvoir pratiquer librement leur profession et exercer leurs droits humains, en particulier leurs droits à la liberté d'expression et à la vie privée, notamment pour sécuriser leurs communications et protéger la confidentialité de leurs sources,

*Conscient* que la conformité du cadre juridique national avec les obligations et engagements internationaux des États en matière de droits de l'homme est une condition essentielle d'un environnement sûr et porteur pour les journalistes, et se déclarant gravement préoccupé par l'utilisation abusive qui est faite de lois, de politiques et de pratiques nationales pour entraver ou limiter la capacité des journalistes d'exercer leur métier en toute indépendance et sans ingérence injustifiée,

*Conscient également* du rôle important que peuvent jouer les institutions nationales des droits de l'homme dans la promotion et la protection des droits de l'homme, notamment le droit à la liberté d'expression, et dans la lutte contre les violations des droits de l'homme visant des journalistes en menant des activités de surveillance, d'éducation et de sensibilisation et en examinant les plaintes, et conscient en outre de la contribution que les mécanismes nationaux d'élaboration des rapports et de suivi peuvent apporter à la prévention de la commission de violations de droits de l'homme à l'encontre des journalistes,

*Soulignant* le rôle de la coopération internationale pour ce qui est d'appuyer les efforts nationaux visant à prévenir les attaques et les violences visant des journalistes et d'accroître les capacités des États dans le domaine des droits de l'homme, notamment en matière de prévention des attaques et des violences visant des journalistes, y compris par la fourniture d'une assistance technique, à la demande des États intéressés et conformément aux priorités fixées par eux,

*Considérant* que l'impunité dont bénéficient les auteurs d'attaques et d'actes de violence visant des journalistes est l'un des principaux obstacles au renforcement de leur protection, et soulignant qu'il est essentiel de veiller à ce que les auteurs d'infractions commises contre des journalistes aient à répondre de leurs actes afin que de telles agressions ne se reproduisent pas,

<sup>1</sup> A/HRC/44/52.

*Soulignant* qu'il importe de mener promptement des enquêtes impartiales, approfondies, indépendantes et efficaces sur les violations des droits de l'homme et les atteintes à ces droits commises contre des journalistes et des professionnels des médias, y compris des enquêtes efficaces visant à déterminer si ces violations ou atteintes sont liées à l'activité journalistique de la victime,

*Soulignant également* qu'il faut mettre davantage l'accent sur les mesures de prévention et sur la création de cadres juridiques nationaux propices à la liberté d'expression et conformes aux obligations et engagements des États pour que les journalistes et les professionnels des médias puissent travailler dans des conditions sûres et favorables,

1. *Condamne sans équivoque* tous les attaques, actes de représailles et violences commis contre des journalistes et des professionnels des médias, tels que meurtres, actes de torture, disparitions forcées, arrestations et détentions arbitraires, expulsions, actes d'intimidation, menaces et harcèlement, en ligne et hors ligne, y compris les attaques dirigées contre leurs bureaux ou des organes d'information ou la fermeture forcée de ceux-ci, aussi bien en situation de conflit qu'en temps de paix ;

2. *Condamne sans équivoque également* les attaques particulières dont les femmes journalistes et les professionnelles des médias sont l'objet dans le contexte de leur travail, telles que la discrimination fondée sur le genre, la violence sexuelle et fondée sur le genre, les menaces, l'intimidation et le harcèlement, en ligne et hors ligne ;

3. *Condamne fermement* l'impunité dont bénéficient les auteurs d'attaques et de violences visant des journalistes, et se déclare vivement préoccupé par le fait que la grande majorité de ces crimes restent impunis, ce qui contribue à leur récurrence ;

4. *Condamne sans équivoque* les mesures qui visent à empêcher ou à perturber délibérément l'accès à l'information ou la diffusion d'informations en ligne et hors ligne, en violation du droit international des droits de l'homme, qui compromettent le travail d'information du public des journalistes, y compris les mesures consistant à couper l'accès à Internet ou à bloquer ou supprimer illicitement ou arbitrairement les sites Web de médias, comme les attaques par déni de service, et demande à tous les États de mettre un terme à ces pratiques, qui compromettent irrémédiablement les efforts d'édification de sociétés du savoir et de démocraties inclusives et pacifiques ;

5. *Se déclare préoccupé* par la diffusion d'éléments de désinformation et de propagande, y compris sur Internet, qui peuvent être conçus et utilisés de façon à induire en erreur, à violer les droits de l'homme, y compris le droit au respect de la vie privée et le droit à la liberté d'expression, à promouvoir la haine, le racisme, la xénophobie, des stéréotypes négatifs ou la stigmatisation et à inciter à la violence, à la discrimination et à l'hostilité, et souligne que les journalistes contribuent de manière importante à contrer ce phénomène ;

6. *Souligne* qu'il importe de respecter pleinement le droit de rechercher, de recevoir et de répandre des informations, qui est un élément du droit à la liberté d'opinion et d'expression, et, à cet égard, la liberté d'accès des journalistes aux informations détenues par les autorités publiques et le droit du public de recevoir l'information donnée par les médias, et que la sécurité des journalistes et des professionnels des médias est indispensable pour garantir ces droits ;

7. *Exhorte* les dirigeants politiques, les responsables publics et les autorités publiques à s'abstenir de dénigrer, d'intimider ou de menacer les médias, y compris des journalistes, et de tenir des propos misogynes ou discriminatoires à l'égard des femmes journalistes et, ainsi, de saper la crédibilité des journalistes et le respect envers l'importante fonction remplie par le journalisme indépendant ;

8. *Demande instamment* la libération immédiate et sans condition des journalistes et autres professionnels des médias qui ont été arrêtés ou placés en détention arbitrairement ou pris en otage, ou qui sont victimes de disparition forcée ;

9. *Souligne* qu'il importe de créer des conditions favorables au travail des organisations de la société civile, qui jouent un rôle essentiel dans le renforcement de la sécurité des journalistes et des professionnels des médias ;

10. *Demande* aux États :

a) De mettre leurs lois, politiques et pratiques en pleine conformité avec leurs obligations et engagements découlant du droit international des droits de l'homme, de les réexaminer et, si nécessaire, de les modifier afin qu'elles ne limitent pas la capacité des journalistes et des professionnels des médias à exercer leur métier en toute indépendance et sans subir d'ingérence indue ;

b) De mettre en place des mécanismes de prévention, tels que des mécanismes d'alerte précoce et d'intervention rapide, qui permettent aux journalistes et aux autres professionnels des médias, s'ils sont menacés, d'avoir immédiatement accès à des autorités compétentes et dotées de ressources suffisantes qui puissent prendre des mesures de protection efficaces ;

c) D'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies pour lutter contre l'impunité des auteurs d'attaques et d'actes de violence visant des journalistes, et, notamment :  
i) de créer des unités d'enquête spéciales ou des commissions indépendantes ;  
ii) de nommer un procureur spécialisé ; iii) d'adopter des protocoles et des méthodes d'enquête et de poursuites qui soient spécifiques ;

d) De veiller à l'établissement des responsabilités en menant promptement une enquête impartiale, approfondie, indépendante et efficace chaque fois qu'il est allégué que des journalistes et d'autres professionnels des médias relevant de leur juridiction ont été l'objet d'actes de violence, de menaces et d'attaques, de traduire en justice les auteurs de tels actes, y compris ceux qui les ordonnent, les planifient, s'en rendent complices ou les dissimulent et d'assurer aux victimes et à leur famille une restitution, une indemnisation et une aide appropriées ;

e) De veiller à ce que les mesures visant à lutter contre le terrorisme et à préserver la sécurité nationale ou l'ordre public soient conformes à leurs obligations au regard du droit international, qu'elles n'entraient pas de manière arbitraire ou injustifiée le travail des journalistes et ne nuisent pas à leur sécurité, notamment qu'elles ne donnent pas lieu à des arrestations ou détentions arbitraires ou à la menace de recourir à de telles mesures ;

f) De soutenir le renforcement des capacités, la formation et la sensibilisation des membres de l'appareil judiciaire, des forces de l'ordre, des forces armées et des services de sécurité ainsi que du personnel des médias, des journalistes et des acteurs de la société civile en ce qui concerne les obligations et les engagements des États relatifs à la protection des journalistes découlant du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire ;

g) De prendre en compte le rôle particulier des journalistes et des professionnels des médias qui observent, suivent et enregistrent les manifestations et les rassemblements et en rendent compte, ainsi que la vulnérabilité de ces journalistes et les risques qu'ils courent, et d'assurer leur sécurité ;

h) De veiller à ce que les lois sur la diffamation et l'injure ne soient pas utilisées abusivement, en particulier au moyen de sanctions pénales excessives, pour censurer illégitimement ou arbitrairement des journalistes et les entraver dans leur mission d'information du public, et, si nécessaire, de réviser ou d'abroger ces lois, conformément aux obligations qui leur incombent au regard du droit international des droits de l'homme ;

i) De protéger, en droit et dans la pratique, la confidentialité des sources des journalistes, y compris les lanceurs d'alerte, compte tenu du rôle essentiel que jouent les journalistes et leurs sources pour ce qui est d'amener les pouvoirs publics à rendre compte de leurs actes et de favoriser l'édification d'une société pacifique et inclusive, sauf dans les rares exceptions clairement définies par la législation nationale ou autorisées par la justice, conformément aux obligations qui leur incombent au regard du droit international des droits de l'homme ;

j) D'adopter et de mettre en œuvre des lois et des politiques transparentes, claires et adaptées qui prévoient la divulgation effective des informations détenues par les autorités publiques, y compris en ligne, et le droit de tous de demander et de recevoir ces informations, auxquelles le public devrait avoir accès, sauf restrictions limitées, proportionnées, nécessaires et clairement définies, conformément au droit international des droits de l'homme ;

k) De s'abstenir d'entraver l'utilisation de technologies telles que les outils de chiffrement et de protection de l'anonymat et de recourir à des techniques de surveillance illégales ou arbitraires, y compris le piratage informatique ;

l) De veiller à ce que les technologies de surveillance ciblées ne soient utilisées que conformément aux principes des droits de l'homme que sont la légalité, la légitimité, la nécessité et la proportionnalité, et à ce que les victimes de violations et d'atteintes liées à la surveillance aient accès à des mécanismes juridiques de réparation et des recours utiles ;

m) De veiller à ce que les contenus médiatiques les plus divers possible soient disponibles et accessibles et à ce que la société soit représentée dans toute sa diversité dans les médias et, à cet égard, de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour réduire la vulnérabilité économique des journalistes ;

n) De coopérer avec les journalistes, les médias et les organisations de la société civile pour apprécier la mesure dans laquelle la pandémie de COVID-19 nuit à la diffusion d'informations de la plus haute importance au public et menace la pérennité des médias, et d'envisager de concevoir, dans toute la mesure possible, des mécanismes appropriés pour apporter un soutien financier aux médias, notamment au journalisme de proximité et au journalisme d'investigation, et de veiller à ce que ce soutien ne porte pas atteinte à l'indépendance éditoriale ;

o) De prendre des mesures pour prévenir le harcèlement sexuel et d'autres formes de violence sexuelle et fondée sur le genre, y compris les menaces, les menaces de viol et les actes d'intimidation et de harcèlement visant des femmes journalistes, d'encourager le signalement des cas de harcèlement ou de violence en mettant en place des procédures d'enquête qui tiennent compte des considérations de genre, d'assurer aux victimes un appui, des voies de recours, des réparations et une indemnisation appropriés, y compris un soutien psychologique qui s'inscrit dans le cadre d'efforts plus généraux visant à promouvoir et à protéger les droits humains des femmes, à éliminer les inégalités entre les sexes et à combattre les stéréotypes fondés sur le genre au sein de la société, et d'interdire l'incitation à la haine à l'égard des femmes journalistes, en ligne comme hors ligne, et d'autres formes d'atteinte et de harcèlement au moyen de politiques générales et de mesures juridiques qui soient conformes au droit international des droits de l'homme ;

p) D'apporter leur plein appui à l'existence de médias indépendants, pluralistes et diversifiés, en ligne et hors ligne, et de sensibiliser le public à l'importance de tels médias, y compris en condamnant publiquement, sans équivoque et systématiquement, par la voix de représentants des pouvoirs publics, la violence, les actes d'intimidation, les menaces et les attaques visant des journalistes et des professionnels des médias et en s'abstenant d'attaquer verbalement des journalistes, d'inciter à la haine à leur égard ou de susciter la méfiance envers les journalistes indépendants ;

q) De mettre en place des mécanismes de collecte d'informations et de surveillance, tels que des bases de données, ou de renforcer les mécanismes existants, afin de permettre la collecte, l'analyse et la communication de données quantitatives et qualitatives concrètes et ventilées sur les menaces, les attaques ou les actes de violence visant des journalistes, et de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour mettre des données à la disposition des entités concernées, en particulier le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, conformément à l'indicateur 16.10.1 des objectifs de développement durable ;

r) De créer des conditions permettant aux organisations de la société civile de contribuer au suivi et au signalement des violences visant les médias et des autres atteintes à la liberté d'expression, de prêter assistance aux journalistes et aux professionnels des

médias face aux poursuites injustifiées, d'agir pour que les infractions commises à leur encontre fassent l'objet d'enquêtes appropriées, et, le cas échéant, d'œuvrer à l'amélioration des cadres juridiques visant à assurer un environnement favorable aux journalistes et aux professionnels des médias ;

s) D'intégrer les questions de la sécurité des journalistes, de la liberté de la presse et de l'accès à l'information dans les cadres de développement nationaux adoptés au titre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ;

t) D'améliorer la coordination interne et l'échange de renseignements, en particulier, au sein des ministères compétents, des forces de l'ordre et de la justice, et entre ceux-ci, aux échelons local et national ;

u) De signer, de ratifier et de mettre en œuvre plus efficacement les instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme intéressant la protection des journalistes et des professionnels des médias, et de mettre en œuvre les décisions pertinentes adoptées par les organes des Nations Unies et les organisations régionales intergouvernementales, ainsi que les recommandations concernant la sécurité des journalistes formulées par les organes conventionnels et les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et dans le contexte de l'Examen périodique universel ;

11. *Est conscient* que la promotion et la protection de la sécurité des journalistes contribuent de manière importante à la réalisation de la cible 16.10 de l'objectif de développement durable ;

12. *Souligne* le rôle important que les organes d'information peuvent jouer pour ce qui est de dispenser aux journalistes et aux professionnels des médias, en particulier aux journalistes qui effectuent des missions dangereuses, une formation et des conseils appropriés concernant leur sécurité, les risques auxquels ils sont exposés, la sécurité de leurs données numériques et les moyens de se protéger, et, si nécessaire, de leur fournir des équipements de protection et de les assurer ;

13. *Souligne* qu'il faut renforcer la coopération et la coordination au niveau international pour ce qui est d'assurer la sécurité des journalistes, y compris au moyen d'activités d'assistance technique et de renforcement des capacités, et engage les mécanismes et organes des droits de l'homme nationaux, sous-régionaux, régionaux et internationaux, y compris les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme qui sont concernés, les organes conventionnels et les institutions nationales des droits de l'homme à continuer de traiter, dans le cadre de leur mandat, des aspects pertinents de la question de la sécurité des journalistes dans l'exercice de leur profession ;

14. *Invite* les institutions, fonds et programmes des Nations Unies, les autres organisations internationales et régionales, les États Membres et toutes les parties prenantes, lorsqu'il y a lieu et dans le cadre de leur mandat, à continuer de coopérer pour faire mieux connaître le Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité et le mettre en œuvre, et, à cette fin, demande également aux États de coopérer avec les entités compétentes des Nations Unies, en particulier l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme qui sont concernés et les mécanismes internationaux et régionaux de protection des droits de l'homme ;

15. *Invite* tous les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme qui sont concernés à poursuivre et à renforcer leur action et leur coopération en ce qui concerne la question de la sécurité des journalistes et de l'impunité ;

16. *Invite* les États à communiquer à titre volontaire des renseignements sur l'état d'avancement des enquêtes menées sur les attaques et les actes de violence visant des journalistes, y compris en réponse aux demandes faites par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture par l'intermédiaire du mécanisme administré par son programme international pour le développement de la communication ;

17. *Engage* les États à continuer de traiter la question de la sécurité des journalistes dans le cadre de l'Examen périodique universel ;

18. *Prie* la Haute-Commissaire de présenter au Conseil des droits de l'homme, à sa quarante-huitième session, un rapport sur les incidences et les répercussions sur la sécurité et le travail des journalistes et des professionnels des médias des mesures prises par les gouvernements face à la pandémie de COVID-19, en y intégrant une perspective de genre, de dégager les tendances et de recenser les bonnes pratiques, et de se pencher en particulier sur la manière dont le Haut-Commissariat, dans le cadre de son mandat et en collaboration avec d'autres entités pertinentes des Nations Unies, peut apporter son concours, si demande lui en est faite, à l'élaboration d'approches nationales de la protection des journalistes ;

19. *Engage* les États et tous les autres acteurs concernés à saisir l'occasion de la proclamation du 2 novembre Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes pour faire œuvre de sensibilisation sur la question de la sécurité des journalistes et lancer des initiatives concrètes à cet égard ;

20. *Décide* de poursuivre l'examen de la question de la sécurité des journalistes conformément à son programme de travail.

*37<sup>e</sup> séance  
6 octobre 2020*

[Adoptée sans vote.]

---